



Une assistance importante venue rencontrer le secrétaire général de la confédération. c.c

Social. L'UD FO de Vaucluse présentait ses vœux hier soir, après avoir visité des entreprises avec Jean-Claude Mailly.

Ni austérité, ni abandon des droits

■ Si l'Union départementale FO organise chaque année, une cérémonie publique de vœux, il y avait cette année affluence, due à la présence du secrétaire général de la confédération, Jean-Claude Mailly, en visite depuis le matin dans le département. Après avoir été à la rencontre des salariés et de la direction d'Auchan Le Pontet, il a ensuite rencontré la direction et les salariés du site industriel SNPE à Sorgues. Jean Luc Bonnal, secrétaire général de l'UD FO, évoquera l'actualité, en rappelant l'opposition à « toute austérité et remise en cause de nos droits. Nous affirmons aussi notre opposition à la réforme de « refondation de l'école » qui n'est que la continuité de ce qu'ont fait les gouvernements précédents. En Vaucluse, le SNUDI FO a collecté 900 signatures contre le

projet Peillon. Ils organisent mercredi à 10h30, avec le SNUipp-FSU, un rassemblement devant l'Inspection d'Académie pour exiger l'abandon du projet de décret sur les rythmes scolaires. » Une grève à l'appel notamment du SNETA FO dans les lycées professionnels, pour dénoncer leur transfert aux régions, est aussi annoncée.

L'Europe n'empêche pas le dumping social et fiscal

Après les salutations des invités institutionnels, Michel Bissière représentant la ville, et Cécile Helle la Région, Jean-Claude Mailly revient sur l'indépendance de son syndicat, « qui ne signifie pas pour autant notre neutralité. Nous sommes indépendants parce que nous ne donnons pas de consigne

de vote, mais nous avons interpellé les parlementaires sur la nocivité du TSCG, par exemple. » Parlant de la crise, il ajoute « s'il y'a des choses à régler au niveau international et européen en matière de finance, nous ne pouvons pas accepter que les modalités libérales au sens économique de la construction européenne, conduisent à tuer l'Europe à cause du dumping social et fiscal. C'est par exemple l'attitude de Renault qui veut imposer des baisses de salaires en Espagne, puis en France en se basant sur ce qu'acceptent les salariés roumains. » Sur l'accord que le syndicat vient de refuser de signer « c'est un accord déséquilibré, qui promet la flexibilité maintenant et la sécurisation plus tard... peut-être. »

CHRISTOPHE COFFINIER